

HISTOIRE, GEOGRAPHIE ET GEOPOLITIQUE (épreuve n° 265)

ANNEE 2014

Epreuve conçue par ESSEC

Voie économique et commerciale

	NBRE CANDIDATS	MOYENNES	ECARTS-TYPE
RESULTATS GLOBAUX	2 356	10,13	3,40

OPTIONS			
Scientifique	2 356	10,13	3,40

ECOLES UTILISATRICES			
ESSEC	2 343	10,14	3,39
ENSAE	415	10,65	3,55

Sujet : L'industrie, un enjeu majeur au carrefour des problématiques de la mondialisation contemporaine.

L'épreuve d'histoire, géographie et géopolitique a une moyenne générale légèrement supérieure à 10. Elle prend donc en considération le travail accompli par les candidats dans ces disciplines. Dans le même temps, l'écart type de 3,4, reflétant le choix des membres du jury d'utiliser l'intégralité de l'échelle des notes, témoigne d'une forte hiérarchisation des copies et d'une bonne sélectivité de l'épreuve.

Le sujet retenu a su intéresser les candidats. Le thème de l'industrie traverse le programme des deux années de la classe préparatoire : il est omniprésent dans les chapitres généraux de première année concernant les échanges, l'énergie, le développement durable. On le retrouve, décliné de manière spécifique, dans chacun des grands ensembles géopolitiques abordés en seconde année. L'actualité lui confère une forte sensibilité, voire un sentiment d'urgence.

L'industrie, c'est l'« ensemble des activités économiques qui produisent des biens matériels par la mise en œuvre et la transformation des matières premières » (*Le Petit Larousse*). On inclut ici les différents niveaux de l'industrie : industrie lourde, ou de première transformation tout comme l'industrie manufacturière qui aboutit à la production de biens finis. Ramener le sujet aux seuls enjeux de la haute technologie serait un contresens. Au-delà des évidences, une ambiguïté transparait : la distinction entre l'amont et l'aval de la production est de plus en plus artificielle. Les téléphones portables, produits industriels emblématique de notre temps, sont au moins autant des logiciels, des applications, un marketing, une image, le point nodal de réseaux et de services, qu'un objet manufacturé. Le concept de système productif (ou

de chaîne de production) semble désormais plus pertinent que la notion de secteur industriel. Par ailleurs le mode de production a lui-même évolué. On n'en est plus à la manufacture, où rentrent d'un côté les produits bruts et où sortent, de l'autre côté, les produits finis. On en vient de plus en plus à une « industrie mécano » combinant des demi-produits de toutes origines, élaborés et assemblés ici ou là, en fonction des avantages comparatifs des uns ou des autres. Comme le dit Edgar Morin, « *dans l'internationalisation, le produit est dans le monde, dans la mondialisation, le monde est dans le produit* ». L'enjeu ne réside-t-il pas dans la maîtrise des chaînes de production, plus que dans la possession de la seule industrie ? Mais la maîtrise de ces chaînes est-elle possible en faisant l'impasse sur le segment industriel lui-même ?

Le libellé du sujet souligne le « caractère majeur » de l'enjeu (ce qui peut être gagné ou perdu), notion accentuée encore par l'utilisation du singulier. L'industrie n'est pas seulement porteuse d'enjeux, elle est un enjeu en elle-même. Les enjeux économiques de base tels que la croissance, l'emploi, les échanges, la productivité et la compétitivité, tout comme les enjeux du développement durable et des rapports de force géopolitiques y sont intimement liés.

L'activité industrielle mondiale demeure fortement polarisée sur le plan géographique (un aperçu global de la géographie industrielle mondiale n'était pas inutile) mais il est évident que l'approche de la question est très différente entre une « vieille Europe » inquiète de son environnement et qui, parfois, se souvient à peine d'avoir été le berceau de l'industrie, les États-Unis qui se réindustrialisent, la Chine « atelier du monde », les pays du Sud pour qui l'industrie est souvent synonyme de développement.

Enjeux pour qui ? Sont-ils les mêmes pour les nations, les États, les peuples d'un côté, les entreprises, les marchés, la logique économique de l'autre ? À travers l'industrie, le sujet pose la question de la contradiction fondamentale dans la mondialisation contemporaine, entre la logique économique globalisante et le « pavage » étatique, national, régional qui résiste, voire qui s'exacerbe. L'entreprise industrielle, plus que les autres, interroge sur les dialectiques de la « world company » et du « champion national », du « patriotisme économique » et de la « mondialisation multilatérale ». L'industrie est aussi au cœur des enjeux entre régionalisation et mondialisation : pour sauver ce qui peut l'être de l'entreprise française Alstom, faut-il faire appel à l'Allemand Siemens dans une logique de construction européenne ou à l'Américain General Electric, s'interroge-t-on en France au printemps 2014 ?

La « mondialisation contemporaine » suppose aussi une certaine profondeur chronologique de plus d'un tiers de siècle. On n'appréhendait pas la question de l'industrie de la même manière vers la fin du XX^{ème} siècle quand certains rêvaient « d'entreprises sans usines » et assumaient la « société postindustrielle » au sens le plus immédiat, et aujourd'hui, où les populations et les États sont tétanisés par la crainte d'une déperdition de leurs forces vives.

L'aspect géopolitique du sujet est bien sûr essentiel, et les documents qui accompagnaient ce dernier s'efforçaient d'attirer l'attention des candidats sur cette dimension. L'industrie reste un fondement de la puissance des nations. La capacité à produire des armes à la pointe de la technologie, outil important de la puissance, est plus polarisée encore que l'activité industrielle générale. Industrie et gouvernance de la mondialisation sont liées : G5, G7 ou G8 constituent les « sommets des pays industrialisés ». L'industrie est un des paramètres de l'évolution des rapports de force Nord-Sud (même si les investissements industriels et les « délocalisations » sont très loin d'obéir à la seule logique méridienne).

L'industrie comme enjeu économique et social global d'abord, l'industrie au cœur des nouveaux enjeux environnementaux et géopolitiques ensuite, enfin les nécessaires distinctions entre les grands ensembles géopolitiques et les différents acteurs, tenant compte des évolutions chronologiques : il y avait là un canevas possible pour aborder un sujet qui exigeait toujours réflexion, méthode et capacité de synthèse, mais n'imposait pas un plan plutôt qu'un autre.

Tous les correcteurs observent une assez bonne qualité d'ensemble de l'épreuve. Très peu de copies sont totalement indigentes ou indignes, beaucoup de copies, sinon la plupart d'entre-elles, font preuve de connaissances et d'utiles éléments de réflexion. Cependant, le concours suppose d'aller au-delà de cette première approche, et là aussi, tous les correcteurs constatent les mêmes déficiences.

Les termes du sujet sont insuffisamment analysés et définis : l'industrie elle-même fait parfois l'objet d'interprétations très variées (certains y intègrent les services).

Beaucoup y joignent les « industries extractives » que l'on rattachait autrefois au secteur primaire : aujourd'hui, la plupart des statistiques les joignent au secteur industriel, et on est amené alors à entériner ce glissement. Mais l'évolution du concept d'industrie n'est que rarement analysée. De même, on « n'interroge » pas le terme de « carrefour » qui contribue pourtant à conférer sa transversalité au sujet. Les « enjeux » sont tout autant pris pour des « défis ». La profondeur chronologique n'est guère prise en considération. De manière générale, l'insuffisance dans le décryptage et le balisage du sujet entraîne une dérive fréquente des dissertations sur le thème exclusif de « l'industrie dans la mondialisation d'aujourd'hui », signalée par tous les correcteurs.

La multiplicité des acteurs (entreprises, États, travailleurs...), l'emboîtement des échelles (locale, régionale, mondiale...) et l'importance des territoires tout comme la diversité de l'industrie apparaissent trop peu. L'analyse économique elle-même se concentre trop exclusivement, et de façon manichéenne, sur le thème des « délocalisations » (d'ailleurs rarement définies) dans le cadre des rapports Nord-Sud. Si la question environnementale apparaît dans presque toutes les copies, la dimension sociale est la parente pauvre de réflexions trop exclusivement économiques. Le « patriotisme industriel », mais aussi la dimension utile de certaines délocalisations qui permettent de s'intégrer dans une « chaîne » mondiale de valeurs et de sauvegarder une partie de la production et des emplois ne sont évoquées que par les meilleures copies : le sens de la nuance est une vertu trop rare. Le sens de l'exemple aussi : trop de dissertations sont « désincarnées ». En revanche trop de copies encore abondent de citations plus ou moins pertinentes et multiplient à foison les titres d'ouvrages, (même si la référence à quelques ouvrages fondamentaux est utile dans une réflexion personnelle). Signe des temps : le monde communiste, en particulier l'URSS, n'apparaissent pratiquement jamais dans les textes de nos candidats, et pourtant leur exemple de « priorité industrielle » et d'obsession pour l'industrie lourde, très en décalage avec les réalités de la « mondialisation contemporaine » n'est pas sans intérêt dans l'optique du sujet.

Une des déficiences les plus graves tient dans la négligence de la dimension géopolitique, au mieux abordée de manière passagère et allusive au détour d'une phrase, trop souvent totalement occultée et ne faisant que de manière rarissime l'objet d'un développement spécifique, structuré et approfondi. Au risque de formulations lourdes et réductrices, les sujets ne peuvent pas, en permanence décliner les différentes directions que doit emprunter la réflexion des candidats (économique, sociale, géographique, historique, géopolitique...) C'est l'essence même de notre discipline qui doit conduire les candidats à aborder et à combiner ces différentes approches. L'oubli trop fréquent de la dimension géopolitique, quand celle-ci n'est pas explicite dans l'intitulé du sujet, interroge et inquiète.

Se dégage pourtant une bonne proportion de devoirs convenables (voire parfois remarquables). Il semble que l'épreuve a su jouer son rôle dans le concours, grâce à une sélectivité largement assise sur l'ensemble du programme. Elle justifie les efforts réalisés par nos étudiants tout au long de plusieurs années d'études.